

pour la mise en valeur des gisements de pétrole et de gaz de l'Alberta, c'était que le programme financier du présent gouvernement n'encourageait pas suffisamment le placement de gros capitaux canadiens.

Un exemplaire récent des délibérations du comité des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques renferme un témoignage étonnant. Il ne s'agissait pas de pipeline, mais d'un autre bill que le comité étudiait et en vertu duquel une entreprise du Québec demandait à construire un chemin de fer dans cette province. Les intéressés voulaient obtenir des capitaux de différentes sources pour la construction de ce chemin de fer. Au cours des délibérations, l'honorable député d'Edmonton-Est a posé au témoin la question que voici:

Pouvez-vous nous dire comment vous entendez financer l'entreprise?

Je ne veux lire qu'une partie de la réponse, m'interrompant au milieu:

Je dois dire à regret que les compagnies d'assurance du Canada ont été invitées les premières à y participer et que, malheureusement, il ne s'en est trouvé que quatre pour accepter. Elles se sont dites d'avis que la mise en valeur du Nord de la province n'était pas convenablement justifiée de sorte que le gros de nos capitaux sont de sociétés d'assurance des États-Unis. L'offre a été faite aux sociétés canadiennes d'abord. J'en ai été renversé parce que je suis Canadien.

Qu'on écoute bien ceci: allons-nous dire que les compagnies d'assurance des États-Unis et les Américains en général sont plus disposés à miser sur l'avenir du Canada que les portefeuillistes canadiens? Il doit y avoir quelque chose qui cloche. Ce qui cloche, à mon sens, ce sont les mesures fiscales que le Gouvernement impose aux compagnies. Plus tard, au cours de ce témoignage rendu devant le comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, le député de Lambton-Ouest (M. Murphy) a posé les questions suivantes:

D. Quelle part les sociétés canadiennes d'assurance ont-elles fournie?

R. Deux millions.

D. Sur combien?

R. Sur 145 millions.

Peut-on s'imaginer! Qui faut-il blâmer de cette situation? C'est le Gouvernement en raison de ses mesures financières. Je ne puis trouver d'autre réponse à cette question. Mais n'en restons pas là. Demandons-nous ce qui arriverait à la mise en valeur de l'industrie et des ressources naturelles du Canada, s'il ne nous venait pas des États-Unis des capitaux pour les exploiter. Mon honorable ami de New-Westminster a dit que le Gouvernement n'accepte pas les méthodes créditistes, parce que nous lui demandons depuis vingt ans de les accepter. S'il le faisait, peut-être placerait-on plus de capitaux canadiens dans

[M. Hansell.]

l'avenir du Canada. Des capitaux américains ont été misés en notre pays en vue de la mise en valeur future du Canada. Nous parlons d'un pipe-line. A quoi sert d'avoir un pipe-line s'il n'y a pas de gaz qui puisse entrer à un bout pour sortir par l'autre? Les placements américains au Canada y ont déterminé, dans une très large mesure, l'exploitation du gaz et du pétrole. Je crois qu'on peut en dire autant de l'exploitation du pétrole et du gaz, jusqu'ici, en Saskatchewan.

Une voix: Le gouvernement de la Saskatchewan.

M. Hansell: C'est vrai. Mon ami admet que c'est vrai.

M. Coldwell: Je vais dire pourquoi, si vous voulez.

M. Hansell: Je sais pourquoi. C'est parce qu'on ne peut obtenir les capitaux au Canada et aussi parce que le gouvernement de la Saskatchewan, tout en étant socialiste, n'étatisera pas l'industrie de l'huile et du pétrole. C'est sûr qu'il ne le fera pas. Pourquoi? Parce qu'il sait que les capitaux privés forment la seule source qui mettra en valeur cette industrie, parce qu'il croit à l'avenir du Canada, et, ajouterai-je, à l'avenir de l'industrie de l'huile et du pétrole en Saskatchewan. Je ne blâme pas le premier ministre de la Saskatchewan d'avoir choisi la tactique qu'il a adoptée. Je crois qu'il a pris la bonne mesure à cet égard.

Laissons à l'industrie privée le soin de mettre en œuvre nos ressources naturelles. Il n'y a aucune raison pour que l'industrie privée ne soit pas également autorisée à aménager les moyens de transport qui serviront à distribuer ces ressources naturelles dans tout le Canada. Mon idée là-dessus est bien arrêtée. Nous avons beau parler des capitaux américains placés chez nous, nous ne pouvons pas bénéficier de deux solutions à la fois. Allons-nous prétendre que des capitaux canadiens ne puissent être placés à l'étranger? Je suis tout à fait certain que nul n'affirmerait que nous ne devons pas placer de capitaux à l'étranger. Ce qui est bon pour l'un l'est aussi pour l'autre. On ne peut bénéficier de deux solutions à la fois.

Qui plus est, je suis absolument sûr que la Saskatchewan ne décréterait aucune interdiction à l'égard des dollars américains qui contribuerait à la mise en œuvre de ses ressources naturelles. Soyons logiques. Autrement notre industrie du pétrole et du gaz ne se serait pas développée au point où elle en est aujourd'hui: c'est une affaire en plein élan. Partout où je vais au Canada, si je parle avec enthousiasme de notre gouverne-